



Jacques Sapir, premier du « non »

Les passeurs 2 | La sortie de l'euro ? Cet économiste familier de la nomenklatura russe en a fait son combat. Longtemps référence de la gauche anti-européenne, et notamment de Jean-Luc Mélenchon, il est aussi devenu celle de Marine Le Pen

RAPHAËLLE BACQUÉ

Les séminaires de Jacques Sapir à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) ont toujours fait le plein. Dans quelques mois, l'économiste prendra sa retraite. Il refuse désormais les thésards, mais, dans les salles de l'école du boulevard Raspail, à Paris, des dizaines de jeunes gens continuent de se presser à ses cours, avec l'assurance qu'ils entendront là une pensée différente de celle des cercles du pouvoir. Sapir y enseigne l'économie selon sa vision « hétérodoxe et minoritaire, dit-il, à la frontière de Marx, Keynes, mais aussi de ceux qui s'opposèrent à ce dernier, les postkeynésiens Shackle et Hayek ».

Il y donne aussi un cours sur « la transition des systèmes économiques ex-soviétiques », dont l'une des curiosités est de l'entendre rapporter ses conversations avec cette nomenklatura russe qu'il côtoie à la Moskovaïa Chkola Ekonomiki, l'école d'économie de Moscou, où il enseigne aussi plusieurs semaines par an. En 1988, le ministère de la défense français et le Quai d'Orsay avaient envoyé ce fils d'une famille de la bourgeoisie juive de Riga, immigrée dans les années 1920, examiner la perestroïka de Gorbatchev. Il n'a, depuis, cessé de retourner en Russie et d'y nouer des contacts « avec beaucoup de gens qui sont aujourd'hui au pouvoir ».

A Paris, Sapir écrit régulièrement des chroniques pour les médias francophones prorusse RT et Sputnik. Dans la capitale russe, il est devenu un habitué du club Valdai, un think tank pro-Kremlin où il est l'un des rares chercheurs français invités. « Vladimir Poutine vient chaque fois clore nos travaux et nous dit-nous ensuite dans un grand hôtel, raconte-t-il, ou dans sa résidence de la banlieue de Moscou, où je l'ai vu jouer un jour dans la neige avec ses chiens. » Est-ce au sein de cette cour, autour d'un président russe rêvant de voir l'Europe se disloquer, que l'économiste français a forgé son ardent combat contre l'Union européenne et l'euro, comme ses détracteurs l'en soupçonnent ? « Ou est-ce qu'à force d'assurer partout la fin de la monnaie unique, il en a persuadé les responsables russes ? », se demande son éditeur du Seuil, l'économiste Jacques Généreux, responsable du programme économique de Jean-Luc Mélenchon et l'un des profs vedettes de Sciences Po Paris.

La sortie de l'euro est devenue la grande affaire de Jacques Sapir. Pendant des années, elle lui a valu de devenir la référence de toute une partie de la gauche, communiste, chevémentiste, gauche socialiste. Aujourd'hui, c'est son démantèlement prioritaire que l'économiste invoque pour justifier une possible alliance avec le Front national. Le 21 août 2015, il a ainsi suscité l'émotion en défendant sur le site Figaro Vox « une stratégie de large union, y compris avec des forces de droite », qui posera « à terme la question des relations avec le Front

« LE FN EST EN TRAIN D'ÉVOLUER ET CES ÉVOLUTIONS POURRAIENT LE RÉINTÉGRER DANS UN ESPACE AVEC LEQUEL ON POURRAIT FAIRE ALLIANCE »

JACQUES SAPIR
économiste

Certains viennent de la droite républicaine, d'autres de la gauche. Universitaires, entrepreneurs, éditorialistes, ils font de la politique à leur manière et ont pignon sur rue. Leur itinéraire montre comment les lignes de front du paysage intellectuel et médiatique se sont déplacées et les tabous concernant l'extrême droite écroulés. Pendant une semaine, « Le Monde » raconte l'aventure de quelques-uns de ces « passeurs ».

national, ou avec le parti issu de ce dernier ». Il y expliquait que « l'heure n'est plus au sectarisme et aux interdictions de séjour prononcées par les uns comme par les autres ».

L'Humanité est sous le choc devant cette « coupable attraction pour le FN ». Ses anciens alliés l'accusent de « participer à la lepénisation des esprits ». Il balaise aussitôt les objections : « Le FN est en train d'évoluer et ces évolutions pourraient le réintégrer dans un espace avec lequel on pourrait faire alliance ». Le 17 septembre 2016, c'est encore la fin de l'euro qu'il évoque lors de l'université d'été du FN à Fréjus, où Marine Le Pen posait les premiers jalons de sa campagne présidentielle. Qu'il ait accepté d'intervenir en vidéo sans se rendre sur place change peu à l'affaire. Comme l'essayiste de l'éducation Jean-Paul Brighelli et le spécialiste du terrorisme Xavier Raufer, qui se sont déplacés à Fréjus, il est désormais présenté comme un « intellectuel ami » du FN.

UNE CAMPAGNE POUR LE « NON » EN 2005

Dans le petit bureau encombré de livres où il reçoit, il s'en justifie sans émotion, avec une courtoisie tranchante : « Vous savez que le FN n'est pas un parti fasciste, laissez tomber les grands mots ! » Lui-même récuse absolument le droit du sol, plaide pour que l'on donne asile aux réfugiés syriens, mais remarque que « la préférence nationale chère au FN existe déjà pour beaucoup de métiers dans la fonction publique ». On sent, sous le large sourire, le goût du contre-pied. Qu'importe les « excès » ou les « bêtises », le seul critère valable à ses yeux, c'est l'opposition acharnée à l'Union européenne. A Bruxelles, il a ainsi croisé à plusieurs reprises le Britannique Nigel Farage lorsque ce dernier était le leader de l'UKIP, le parti pro-Brexit, et l'a trouvé « très fin ».

Tous les quinze jours, il déjeune avec l'un de ses fervents disciples, Philippe Murer, un ingénieur en mathématiques devenu tradeur. En 2014, Murer, qui aimait autrefois le Forum démocratique, un cercle anti-européen que fréquentait Florian Philippot, est entré au Front national pour devenir conseiller économique de Marine Le Pen. « Quand il a choisi de s'engager, je lui ai dit qu'il brisait toutes ses chances de faire une carrière universitaire, raconte Sapir en souriant. Mais je préfère qu'il y ait des gens comme lui chez Marine Le Pen pour préparer la sortie de l'euro, au cœur du programme du FN. » Puis, comme s'il y voyait la preuve de son pouvoir de conviction, il lâche cette comptabilité invérifiable : « Au sein de mon séminaire, un tiers de mes étudiants a basculé au Front national. »

Comment a-t-il parcouru ce chemin qui sidère ceux qui autrefois l'avaient pris pour référence ? En 1992, le référendum sur Maastricht n'avait pas capté son attention. Le traité posait pourtant les bases de la monnaie unique, mais l'économiste avait les yeux braqués sur la dislocation de la Russie. Depuis 2002, il soutient que l'euro « n'est pas seulement une arme économique, mais aussi un mode de gouvernance politique ». La campagne du référendum sur la Constitution européenne, en 2005, marque son premier engagement : cette fois, il fait campagne pour le « non ».

Le professeur a retrouvé dans la bataille des copains des années 1970, lorsqu'il militait à Révolution!, une dissidence trotskiste maoïste dans laquelle on croisait Alain Lipietz ou Christian Pivet. « Je me suis retrouvé à coller des affiches avec des types fréquentés trente ans auparavant, des disciples de Badiou, des communistes, des chevémentistes et des socialistes pour le "non", qui ont plus tard fondé le Parti de gauche avec Mélenchon. » Toute une nébuleuse qu'il apprécie de voir cet économiste, avec ses démonstrations et ses graphiques, crédibiliser la campagne. Le directeur d'études à l'EHESS est un chercheur estimé. C'est aussi un enfant du communisme, mais antistalinien. Michel Sapir, son père, psychanalyste, s'est insurgé contre l'utilisation de la psychiatrie par le régime soviétique au point d'être exclu, dans les années 1950, du Parti communiste français de Thorez.

Dans le sillage de la campagne pour le « non », de multiples cercles de réflexion cogitent un peu partout, où l'on retrouve Nicolas Dupont-Aignan, des militants nourris dans le giron de Philippe Séguin et de Charles Pasqua comme Paul-Marie Coûteaux, des membres de la gauche antilibérale comme Jean-Luc Mélenchon, des intellectuels comme Emmanuel Todd ou l'un des anciens fondateurs d'Attac, le communiste Jacques Nikonoff. Sapir, lui, est invité partout, à Polytechnique, Normale-

Sup... Un jeune étudiant de HEC, Florian Philippot, l'a convié à venir parler devant ses condisciples, mais le professeur ne sait plus où donner de la tête. Son audience s'élargit. Il était régulièrement interviewé dans Le Monde. Désormais, on le convie aussi à la télévision.

En 2006, son collègue de Sciences Po Jacques Généreux, qui partage sa critique des institutions européennes, lui propose d'éditer ses livres. « Dès que nous avons créé le Parti de gauche, en 2009, c'est à lui que j'ai fait relire notre projet de résolution sur l'euro », se souvient Généreux. Ce dernier s'accorde avec Sapir sur la vision négative de la monnaie unique mais hésite à prôner une sortie sèche et unilatérale. « Il est beaucoup plus souverainiste que nous », note-t-il. De fait, Sapir s'agace des atermoiements de sa nouvelle bande. Il s'est persuadé que l'euro n'a besoin que d'un coup d'épaule pour s'effondrer et cherche les combattants capables de le donner.

Le 21 novembre 2010, il prend la parole au congrès de Debout la République, le petit parti qui vient de fonder Nicolas Dupont-Aignan. Le souverainiste l'a accueilli à bras ouverts, impressionné par ses démonstrations implacables. « Vos analyses intéresseraient certainement Marine Le Pen, voulez-vous la rencontrer ? », propose à son tour Paul-Marie Coûteaux. Cet ancien des courants Pasqua et Séguin, passé dans la mouvance de l'extrême droite, s'efforce de ramener vers le FN les cadres qui lui manquent. Dès janvier 2011, il convie donc Jacques Sapir aux états généraux de l'indépendance aux côtés d'Eric Zemmour, Marie-France Garaud et Renaud Camus. La rencontre doit servir de sas de décompression avant un rendez-vous avec la présidente du FN.

L'économiste reste prudent. Il ne veut pas s'afficher avec elle. « Le déjeuner a eu lieu après l'université d'été du FN à Nice, en septembre 2011, dans une pizzeria, à côté du "Carré", le siège du FN, assure pourtant Coûteaux. Sapir m'en a fait une relation enthousiaste. En tout cas, Marine Le Pen a ensuite considéré qu'il avait donné son onction scientifique à la sortie de l'euro. » Quelque temps plus tard, Jacques Sapir se retrouve à ses côtés sur le plateau de « Mots croisés », sur France 2. Un œil sur le dossier qu'elle compulse : il est rempli de ses articles. De fait, le programme du FN prévoit une sortie de l'euro unilatérale et immédiate, comme le prône l'économiste. En 2012, Sapir est encore aux côtés de Nicolas Dupont-Aignan lorsque celui-ci présente son « plan de secours alternatif pour l'Europe », vigoureux plaidoyer antifédéraliste et contre la monnaie unique, mais Marine Le Pen le cite dans ses meetings.

JEAN-LUC MÉLENCHON, UN « EUROPÉISTE »

La gauche a-t-elle compris combien s'éloigne son complice des combats anti-européens ? En juillet 2013, le site Arrêt sur images organise une rencontre entre Jean-Luc Mélenchon et Jacques Sapir : ce dernier y voit le « débat interdit par les journalistes dominants ». La discussion montre surtout une divergence fondamentale sur le démantèlement de la monnaie unique : un préalable et une solution à toutes les difficultés macroéconomiques pour Sapir, une arme de renégociation des traités pour Mélenchon.

« Je partage la plupart des analyses de Jacques Sapir et sa pensée nourrit nos documents », flatte le patron du Parti de gauche. Mais l'économiste le traite d'« européiste » et, si le ton est tranquille, ce n'est pas un compliment dans sa bouche. Depuis, les liens s'effiloquent. Dans les meetings de Jean-Luc Mélenchon, Sapir est moins cité. Sous l'influence de Florian Philippot et de ses alliés venus du souverainisme, la « sortie unilatérale de l'euro » est devenue l'une des formules phares de Marine Le Pen. Et Sapir critique publiquement Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche, coupables de « laisser au Front national le monopole du discours anti-euro ».

L'économiste n'a pas dételé depuis. En 2012, Marine Le Pen était la seule candidate à prôner une sortie stricte de l'euro. « Cela m'a coûté 3 % ou 4 % en 2012 », considère-t-elle aujourd'hui. Sous la pression d'une partie du FN, elle s'est résolue à atténuer l'effet choc de sa mesure par un référendum. Obsédé par la monnaie unique, Jacques Sapir, lui, continue de mener son combat. Au premier tour de la présidentielle, il votera « sans doute Nicolas Dupont-Aignan ». Pour le deuxième tour, il lâche : « Pour moi, le vrai front républicain, c'est le front anti-européen. » ■